



**Un parti tourné vers l'avenir**  
 La 37<sup>e</sup> Conférence Départementale du Parti Communiste Français marque des avancées significatives sur les questions politiques qui traversent notre société. La direction de la Fédération prend un réel coup de jeune.

p 3, 4, 5, 6

# Les Nouvelles

## de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 804

23 mars 2006

prix: 0,70 €



### ■ DÉLINQUANCE ?

P 2

*Pas de zéro de conduite pour les moins de 3 ans. Jusqu'où ira le gouvernement dans sa lutte contre la délinquance ?*

### ■ VERS LE 33<sup>e</sup> CONGRÈS

P 3

*Nous consacrons exceptionnellement 4 pages de ce numéro des Nouvelles à la 37<sup>e</sup> Conférence départementale qui vient de se dérouler aux Sorinières.*



### ■ EXPULSIONS

P 8

*La Conférence départementale s'adresse à tous les maires de Loire Atlantique pour éviter les expulsions.*



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Les artistes

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer est plus comparable à un chef de bande d'artistes inconscients de leurs problèmes plutôt que du responsable du groupe majoritaire du Palais Bourbon. Comment en effet apprécier ses propos au soir de la manifestation du 7 mars quand il déclare : «**C'est une minorité d'étudiants politisés qui s'agite, c'est une minorité de Français qui, même si elle se mobilise dans la rue, voudrait imposer l'immobilisme à une majorité qui l'a voté.**» Voilà bien une appréciation particulière de la démocratie...

### Toujours entre chèvre et choux

François Sauvadet porte parole de l'UDF «**comprend les manifestations d'inquiétude qui s'expriment par ceux qui sont dans la rue à propos du CPE**» avant de finir par d'autres inquiétudes, qui là s'inscrivent totalement dans le réformisme béat des amis de François Bayrou, en déclarant «**Mais aussi (parlant de la compréhension des inquiétudes) par ceux qui sont les employeurs.**»

### SARKOZY giflé

Il avait fait des propositions, il aurait bien vu les élections municipales dans la lignée des présidentielles et des législatives notre cher ministre de l'intérieur. Et bien c'est raté, le patron de Matignon Dominique De Villepin refuse les magouilles proposées par Sarkozy et confirme le calendrier. Les élections municipales se dérouleront en 2008. «**On ne change pas les règles du jeu à un an de l'échéance**» a déclaré le premier ministre. Sans commentaire...



### Fusion nucléaire ?

Après le mariage Suez - Gaz de France, il semblerait que l'idée d'un rapprochement EDF Véolia soit caressée par le chef de l'état et le premier ministre selon la «lettre de l'expansion». Tout serait, selon l'hebdomadaire de l'économie, finalisé y compris la présidence du nouveau groupe qui serait déjà attribuée à Henri Proglio actuel PDG de Véolia et membre du conseil d'administration d'EDF depuis 2004. Mais où sont les déclarations solennelles de Sarkozy et consort sur le maintien de la part de l'état dans les sociétés de services publics d'EDF et de GDF...

### Petite santé

Mine de rien, le déremboursement des médicaments par la sécurité sociale continue dans un quasi silence médiatique. Ce sont cette fois ci, 152 médicaments qui ne seront plus pris en charge par la sécurité sociale et les caisses complémentaires. La Sécurité espère ainsi réaliser 305 millions d'économie sur le dos des usagers. Parmi ces médicaments, les véinotoniques, ce qui risque d'entraîner une hausse importante des hospitalisations pour phlébites comme cela a été le cas en Italie. Ce sont une nouvelle fois, les «petites gens» qui vont faire les frais de cette politique qui n'a plus de social que le nom...

## Point de vue

Par Michel DEJEU



Selon l'OCDE, un jeune français doit «galérer» de huit à onze ans en moyenne après la fin de ses études pour décrocher un emploi stable. Le taux de chômage des jeunes sans qualification est de l'ordre de 40%. Il est de 21% pour les jeunes de niveau bac

+ 4, neuf mois après la sortie des études. Quant aux salaires, l'écart entre les travailleurs de trente ans comparé aux travailleurs de cinquante ans, était de 15% dans les années 70, il est maintenant de 40%. «Mieux que rien» affirme le Premier Ministre, profitant de cette situation pour brandir son CPE. Il s'agit pour la droite et le MEDEF de profiter des départs en retraite du «papy boom» dans les entreprises pour construire un nouveau salariat appelé à connaître la précarité tout au long de sa vie et à l'accepter. «Pire que tout» répondent à juste raison les jeunes qui refusent d'avoir à choisir entre la peste et le choléra, d'être réduits au

silence et menacés du licenciement sans motif pendant deux ans. 68% des Français leur donnent aujourd'hui raison. Raison car rien ne peut justifier que, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, toute une génération, malgré l'absence de guerre sur notre sol depuis 60 ans, malgré la croissance et les profits records, malgré les progrès de la productivité et des technologies, vive beaucoup plus mal que la génération qui l'a précédée. Rien, si ce n'est les profits financiers des actionnaires des entreprises du CAC 40. «**La liberté s'arrête là où commence le code du travail...La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?**» déclarait récemment Laurence PARISOT, la nouvelle patronne du MEDEF (à côté d'elle son prédécesseur

Ernest Antoine SEILLIERE était un dangereux gauchiste !). Quelques jours plus tard, elle remettait cela sur France-Inter : «**La précarité est une loi de la condition humaine**». Laurence PARISOT, dotée d'un bas de laine personnel d'une centaine de millions d'euros et d'une belle voiture italienne, échappe à cette loi de la nature, ses enfants aussi.

«CPE : mieux que rien ou pire que tout ?»

### Pas de zéro de conduite pour les enfants de moins de 3 ans

Jusqu'où ira le gouvernement dans la lutte contre la délinquance ? Dans le climat d'insécurité, savamment entretenu, une commission parlementaire propose, dans son rapport, le dépistage précoce de la délinquance chez l'enfant de moins de 3 ans. Cette suggestion est accueillie favorablement par SARKOZY. De là, au dépistage génétique, il n'y a qu'un pas, ce qui n'est pas sans rappeler une triste période. Le personnel des crèches et des écoles deviendrait l'instrument de ce dépistage. L'enfant turbulent risque fort d'être catalogué, futur délinquant et soumis au contrôle psychiatrique. Un délinquant est celui qui commet un délit. Rien ne permet d'affirmer qu'un enfant de 3 ans puisse devenir un délinquant, voire un criminel. Le comportement caractériel n'est que le refus de ce que la société fait supporter au jeune. On sait que la délinquance a ses origines dans les conditions de vie des individus. Le problème est social, c'est sur l'ensemble des institutions et des milieux



de vie qu'il faut agir. Ce sont les endroits où les jeunes vivent, les écoles où ils sont instruits et éduqués qui doivent être améliorés, moins surchargés et moins fermés à l'espoir. Ce n'est pas dans cette direction que le gouvernement se dirige, c'est à l'opposé. Il crée des centres fermés un peu partout en France, dans notre région au Mans et à Orvault. Aucun crédit supplémentaire n'est prévu, les budgets de ces établissements diminuent d'autant les moyens nécessaires à la

prévention. Rien ne justifie le nombre de ces créations et l'histoire nous a appris que l'enfermement ne réglait en rien, le problème. Remplacer le répressif par le préventif, telle était l'orientation voulue par le Conseil de la Résistance, par des hommes et des femmes qui, au retour de captivité, pouvaient témoigner de ce que la privation de liberté signifiait. L'ordonnance de 1945, bien appliquée, avec des moyens adaptés, a encore toute sa pertinence. Ces orientations arbitraires sont dangereuses pour les libertés, il est de notre devoir de les combattre.

Jacques ROUSSEAU, retraité de l'action sociale, militant du Parti Communiste Français

Mail pour pétition : [pasde0deconduite.ras.eu.org/](mailto:pasde0deconduite.ras.eu.org/)

### De vous à moi...

Il n'y a décidément pas plus sourd que celui qui ne veut entendre, si l'on regarde Dominique DE VILLEPIN à la télévision tenter d'expliquer l'inexplicable à propos du CPE. C'est affligeant pour la France, pour la démocratie, de voir un premier ministre un dimanche soir au 20 heures de TF1 défendre des positionnements qui font, dans le même temps, se lever une majorité de Français et agir des millions. Comment expliquer qu'il va ouvrir une négociation alors qu'il vient de faire adopter la loi grâce à l'article 49-3 de la Constitution qui implique que les députés de la nation ne votent pas le texte. Comment faire croire à une avancée, à une écoute des citoyens, par rapport aux questions posées quand il déclare que les principes ne bougeront pas, que la loi est bonne, et que ne sont pas des manifestations qui changeront quelque chose. Il y a eu, à l'exemple de 1995, d'autres responsables nationaux qui ont mordu la poussière, qui déclaraient pourtant que rien ne les feraient reculer. Et, comme ce fut le cas pour BALLADUR avec le CIP, la rue, les jeunes, les salariés, les Français ont imposé d'autres destins... Si l'histoire, dit-on, ne se répète pas, une chose est tout de même certaine, le front qui se développe contre le CPE ne sera pas sans laisser des traces profondes dans les jours et les semaines qui viennent.

Y.C.

# 10 & 11 mars, Les Sorinières

## 37<sup>e</sup> Conférence départementale...

Durant deux jours, les 91 délégués issus des 12 assemblées générales de sections, ont débattu des choix stratégiques du Parti Communiste Français, de ses orientations politiques, de son programme. Ils ont élu une nouvelle direction départementale dans laquelle de nombreux jeunes salariés et étudiants décidés à prendre toutes leurs responsabilités dans les nouvelles instances de la Fédération.



### «Une belle et offensive Conférence départementale» par Michel RICA, secrétaire départemental

Le Congrès départemental qui s'est tenu les 10 et 11 mars 2006, témoigne d'abord de la capacité des communistes à se mobiliser pour réfléchir aux réponses à apporter aux problèmes qui traversent la société.

Ce travail s'appuie sur la réflexion individuelle et collective mais aussi sur les potentialités que révèle l'expérience des luttes dans lesquelles sont engagés les adhérents du Parti Communiste, mais aussi sur l'expérience de nos élus qui ont des responsabilités dans les collectivités locales, départementales et régionales.

C'est tout cela qui a permis aux communistes de s'investir dans le débat, en phase avec ces réalités et d'apporter au texte de la base commune, des ajouts, des remarques, des critiques.

Sur les 166 amendements retenus par les Assemblées générales de section, après que certains aient été regroupés, 66 ont été votés par notre Conférence départementale. La question de la stratégie, du Parti, de la perspective politique, ont alimenté notre débat durant deux jours.

Battre la droite et faire réussir la gauche, cela interpelle évidem-

ment les communistes mais aussi le peuple de gauche. Quelle force politique, quel rassemblement peut incarner politiquement, tout en étant confronté aux échéances électorales, l'immense force sociale qui s'est manifestée le 29 mai.

La grande majorité des délégués partage l'idée que le Parti a eu un rôle fédérateur du caractère antilibéral de 55% du NON. Mais il faut poursuivre et élargir cette démarche pour aller vers un rassemblement populaire majoritaire. Le Parti Communiste peut jouer un rôle central dans cette bataille pour le rassemblement. Plus que jamais, il est urgent de tourner le Parti Communiste vers l'extérieur, le renforcer considérablement, en faire un Parti de notre temps, ouvert et rassembleur vers la jeunesse.

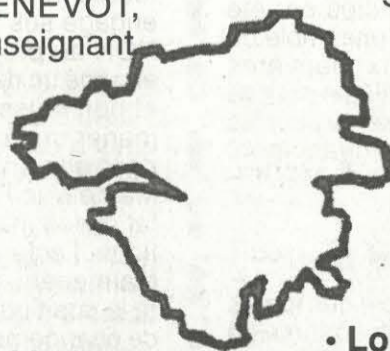
C'est avec cette volonté que la quasi-totalité des délégués ont pensé qu'une candidature communiste aux prochaines élections présidentielles, serait la plus efficace pour porter cette union si nécessaire à notre pays.



### Les nouvelles directions de section

Les Assemblées générales de sections qui se sont tenues en préalable de la Conférence départementale, ont amené à l'élection des nouvelles directions de section. Voici à l'exception des sections de Châteaubriant, 3 Rivières, Presqu'île Guérandaise qui éliront prochainement leur secrétaire, les différents camarades en charge de cette responsabilité.

- **Nantes :**  
Paul ROBERT, 51 ans, ingénieur de recherche
- **Brière :**  
Jean Yves ROMAND, 56 ans, retraité de La Poste
- **Basse Loire :**  
Yannick CHENEAU, 58 ans, retraité
- **Saint-Nazaire :**  
Yvon RENEVOT, 35 ans, enseignant
- **Saint-Herblain Gèvres et Cens :**  
Jean Michel ALLAIN, 61 ans retraité
- **Loire et Sèvre :**  
Michel GOUTY, 57 ans, enseignant EPS
- **Rezé-sud Loire :**  
Dominique LUCAS, 42 ans, jardinier
- **Val de Loire :**  
Joël CORPARD, 55 ans, collaborateur au groupe PCF à la région



# Un débat riche et fructueux...

## Ils étaient vingt et cent

Ce sont exactement 91 délégués venus de Châteaubriant, de la Presqu'île Guérandaise, de Saint-Nazaire ou du vignoble ou autres secteurs du département qui se sont retrouvés vendredi soir et samedi dans l'octogone de la magnifique salle Hippolyte Derouët aux Sorinières, au sud de Nantes, pour débattre des choix et orientations de leur parti pour les prochaines années. Cette Assemblée départementale faisait suite aux débats qui s'étaient déroulés les précédentes semaines dans l'ensemble des sections de Loire Atlantique.

## Jeune ou moins jeune dans une même volonté

Je ne compte plus le nombre de conférences fédérales auxquelles j'ai participé, dit Jean Pierre. Pour moi, c'est la première, lui rétorque Anthony son voisin de table. Leur point commun en ce week-end de mars c'est qu'ils étaient délégués à part égale pour plancher sur l'ordre du jour de la conférence. Chacun a pu le voir, durant ces deux journées les jeunes nombreux et les moins jeunes se retrouvaient parfaitement dans le débat et la volonté d'avancer ensemble pour battre la droite et construire une véritable alternative politique à gauche.

## Les nouvelles technologies appliquées

Un grand écran diffusant en direct les amendements issus des assemblées générales de sections donnait à l'Assemblée de nouvelles méthodes de travail appréciées par l'ensemble des participants.

C'est ainsi que sur les quelques 170 amendements qui avaient été adoptés lors des assemblées générales de section, ceux retenus par la commission se sont retrouvés immédiatement visualisés par les délégués.



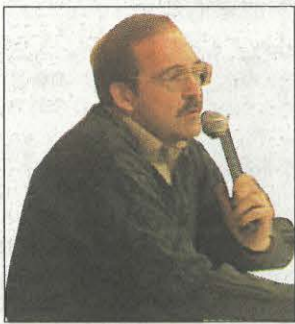
## Tu te souviens

A oui, cette réunion, cette manifestation, tu te souviens... Ce sont les réflexions des délégués à la découverte du diaporama de photos de notre journal passé sur l'écran géant qui rappelait les nombreuses actions dans lesquelles les communistes ont été auteurs et acteurs sur l'ensemble du département, ces deux dernières années. Un moment privilégié pour se remémorer ce que représente pour les communistes, leur engagement contre les mauvais coups du MEDEF et la droite.

## Bienvenus parmi nous

Invités, comme l'ensemble des forces de gauche par la direction sortante de la Fédération, des représentants du Parti Socialiste, des Alternatifs et du MRC, avaient tenu à être présents le samedi en fin de matinée à la Conférence fédérale. Ils furent salués comme il se doit, par les congressistes ainsi que Monsieur le Maire des Sorinières et son premier adjoint également présents en cette fin de matinée.

## Quels rapports avec le mouvement social ? Jean-Yves LE HUEDE, Saint-Nazaire



Quels doivent être nos rapports avec le mouvement syndical, c'est la question soulevée par l'intervention de Jean-Yves en ces termes : « Il faut développer, ou relancer, nos contacts, nos échanges, voire nos coopérations avec le mouvement syndical dans le respect de l'indépendance syndicale par rapport aux

partis politiques. L'intervention syndicale ne pose pas seulement la défense des salariés de ces entreprises ou services publics en lutte (EDF-G.D.F, la Poste, la Sécu., etc...) mais soulève aussi la ques-

tion des choix politiques : de quels services publics nous avons besoin, pour quel type de société ? Il apparaît encore trop souvent que les luttes qui se développent pour la défense des services publics, soient perçues comme la défense des intérêts personnels de ses salariés, alors qu'ils portent aussi des contenus politiques forts de réponses aux besoins des usagers et de la population. Le rôle du Parti Communiste, aux côtés du mouvement syndical, peut ouvrir encore plus largement les perspectives d'une politique alternative pour appuyer, prolonger et donner un débouché aux luttes. En résumé, syndicalisme et politique, chacun dans son rôle, dans le respect de l'indépendance des uns et des autres ! OK, mais en ouvrant un lieu d'échange permanent entre nos organisations. Cela est valable aussi au niveau national, mais je pense que notre Fédération doit impulser fortement cette démarche ».

## Précarité et luttes collectives, Martine RITZ, intermittente du spectacle Nantes

Qu'est-ce qui fait lien entre la révolte des jeunes des banlieues en Novembre dernier et le mouvement de protestation contre le CPE qui traverse la jeunesse lycéenne et étudiante aujourd'hui ? L'analyse doit être menée finement pour en tirer tous les enseignements politiques et y donner des réponses adaptées aux désirs et aux besoins des jeunes. Cependant, on peut dire sans se tromper, qu'un des points communs est la volonté profonde de ne pas subir la précarité. Les conséquences humaines et matérielles de la précarité



sont catastrophiques mais il en va de même des conséquences morales. Notre jeunesse en a sans doute l'intuition profonde. En effet, la précarité met chaque salarié devant le caractère individuel de sa situation et non comme faisant partie d'un

corps social subissant massivement les dégâts dramatiques de la politique libérale du gouvernement. Un précaire, c'est quelqu'un qui a du mal à se penser collectivement et donc à se défendre. C'est une des volontés insidieuses de cette gestion du travail et du chômage par le patronat, qui met en place à l'Unedic, une organisation y concourant : radiations des chômeurs « au fil de l'eau », rendez-vous téléphoniques (les chômeurs ne se rencontrent même plus), proposition de parcours d'assurance-chômage « individualisé » bientôt pour les intermittents, exclusions massives traitées « une à une », sans bruit. Le Parti Communiste doit concourir à impulser, un élan collectif de luttes et de contre-propositions pour gagner sur ces questions essentielles à l'avenir des salariés et notamment

des jeunes. L'exemple de la campagne référendaire doit nous servir de socle pour construire un rapport de force victorieux, à engranger comme une étape supplémentaire pour construire l'alternative politique durable dont tout le peuple a besoin.

## Christian SAULNIER Saint-Nazaire : Le sens politique du 29 mai

Le résultat du 29 mai 2005 doit être apprécié dans sa globalité. Il s'agit d'un rejet global du libéralisme, même si, individuellement, les votes ne portent pas tous le même contenu, il faut considérer la portée du résultat. Le rôle du Parti Communiste, dès le départ, un an avant quand il a engagé ses forces militantes dans la bataille du NON au projet de constitution européenne, il a engagé un débat de fond sur la « concurrence libre et non faussée ». Ce n'était pas gagné. Il a fallu mener une bataille forte pour rassembler ensuite le mouvement social dans son ensemble.



Même si le Parti ne peut pas prétendre être le seul acteur dans le résultat, il doit intégrer le fait qu'il en a été, sans doute en tant que parti politique, l'acteur principal.

Maintenant, il faut trouver les liens entre le vote, l'expression de ce rejet et le positionnement actuel du Parti qui continue de porter les exigences de changements profonds. Comment maintenant lier les exigences exprimées dans le vote du 29 mai et la reconnaissance du Parti pour porter ses exigences ?

Il nous faut maintenant conquérir cet espace car, pour l'instant, il ne semble pas que la sociale démocratie soit remise en cause fondamentalement pour répondre aux exigences populaires.

Pour l'instant, le fossé entre le 29 mai et le P.C.F. reste important. Il nous faut donc travailler de manière forte pour contribuer à donner un sens politique au vote du 29 mai. Il semble que nous devons nous travailler sur cette question : donner un sens au travers du P.C.F. au rejet libéral.

## La ruralité en mutation, Michel BOUTET Pays de Retz



Des mutations profondes s'opèrent dans le monde rural de Loire-Atlantique. La crise de l'emploi, la disparition des exploitations

agricoles à caractère familial, conjuguées avec la hausse vertigineuse des loyers et du prix de l'immobilier mais aussi de la fiscalité des grandes cités urbaines, conduisent à ces mutations qui modifient sensiblement la réalité du monde rural. De plus en plus, les salariés sont contraints de s'expatrier des villes pour aller vers les communes jusqu'alors rurales, malgré l'éloignement de leurs lieux de travail. Très souvent, ce n'est pas un choix, mais une conséquence liée aux difficultés économiques et sociales qui s'aggravent inexorablement et qui rejettent hors des centres urbains, un nombre toujours plus important de salariés. Ainsi, la composition sociologique des campagnes est en train de changer radicalement. Désormais, ces communes rurales se transforment en communes « urbaines » et deviennent souvent des cités « dortoirs ». La démographie de celles-ci, augmente sensiblement voire explose, modifiant totalement les habitudes de vie dans ces territoires et donc les comportements sociaux. Avec ces territoires en pleine mutation où se sont installés des employés, des ouvriers, mais aussi des cadres et techniciens..., de fortes potentialités existent pour favoriser et développer l'implantation du Parti Communiste. Naturellement, le rayonnement du Parti passe d'abord par sa présence dans les entreprises. Toutefois, une attention particulière doit être portée à tous ces citoyens partis de la ville vers la campagne, en vue de se donner les moyens d'organiser le Parti dans tous ces territoires. A la ville comme à la campagne, la politique libérale produit les mêmes effets : chômage, précarité, pauvreté... où les salariés et les jeunes sont les premières victimes. Ne pas prendre en compte cette évolution et ces mutations du monde rural, c'est abandonner le terrain politique à l'idéologie dominante libérale ou sociale-libérale. Nous n'en avons pas le droit, mais nous en avons la responsabilité.

# Une contribution au 33<sup>e</sup> congrès...

## Les Sorinières

### Les débats de la Conférence départementale sur les textes de congrès.



Les sept heures de discussion du samedi à la Conférence départementale, se fixaient l'objectif ambitieux d'améliorer, autant que faire ce pouvait, les textes de congrès. Afin de les rendre plus clairs. Tâche difficile, s'agissant de textes jugés sou-

lules et AG des sections du département. Si les propositions programmatiques ont bien appelé certains ajouts et précisions, le texte sur l'état du monde et l'Europe, semblait mieux correspondre aux attentes, si l'on en

vent «flous» ou «ambigus», parfois «incohérents», sinon «contradictoires». Les votes mitigés sur leur adoption avaient déjà exprimé de réelles préoccupations les concernant. Tout comme le chiffre record des 170 amendements qu'ils ont ensuite suscités dans les réunions de cel-

croit le faible nombre de modifications qu'il a suscité. Mais c'est avant tout sur les questions de la stratégie, des échéances électorales et des alliances, de l'état et de l'identité du Parti que se sont cristallisées les propositions de modifications. La Commission sur les textes (1) - qui s'est réunie deux fois au cours de la Conférence, pendant et hors les horaires des séances plénières, pour un temps total de plus de cinq heures - s'était donc vu confier la tâche de les traduire au mieux, en proposant des regroupements synthétiques, exprimant le plus fidèlement possible les attentes des communistes, telles qu'exprimées dans leurs amendements. Travail pluraliste, vif mais respectueux des différences d'appréciation. Comme l'ont d'ailleurs vérifié ensuite les débats en séances plénières, où on a pu voir ensuite les membres de la Commission défendre leurs propres points de vue, souvent différents. Exercice de démocratie interne en

actes, qui visait pourtant moins, même si cette tentation réapparaissait souvent, à répéter les débats déjà faits, ou non, ailleurs et avant, qu'à dépasser les fausses alternatives en trompe-l'œil. Telles que sur la visée : confusion avec un altermondialisme sans contenu politique transformateur, ou soumission au social-libéralisme de résignation ? Sur la stratégie : face à face marginalisateur avec le seul PS, ou ralliement à un vain «pôle de radicalité» ? Sur le Parti : dilution mouvementiste, ou repli identitaire suicidaire ? Pour essayer d'atteindre, autant que possible, au cœur des questions ainsi posées. Non pour s'enfermer dans des impasses, mais trouver à tous ces dilemmes, une vraie sortie par le haut.

(1) M-A. Benâtre, M.Dejeu, M.Gouty, J-Y Martin, J-Y Romand, C. Rougé, A. Seassau et Y.Vince.

## Visée communiste

Si partout dans le monde, des femmes et des hommes aspirent à un autre monde, plus que de simples «désirs» ou de vagues «aspirations», il s'agit là de réels besoins, de vraies exigences. Nous les prenons pleinement en compte, sans pour autant les confondre avec le communisme lui-même.

Dans un monde soumis à l'unilatéralisme hégémonique US, notre volonté est bien de transformer radicalement la société. Alors que le social-libéralisme ne semble plus avoir pour finalité qu'une régulation de ce capitalisme mondialisé, en contradiction avec les aspirations de la base historique de la social-démocratie.

L'ampleur des dégâts, des remodelages voulus par capitalisme financier, pose l'alternative comme une question clé, sans la limiter à des politiques d'adaptation, de réparation ou de compromis social.

Certes, nous ne sommes pas seuls propriétaires du communisme ni de la critique radicale de l'ordre existant. Mais nous avons, quant à nous, la conviction que le dépassement du capitalisme est un processus révolutionnaire de remises en cause, dans tous les domaines de la vie, des logiques et des formes d'exploitation, d'inégalités, d'exclusions, conduisant à une transformation radicale de la société, disputant au capitalisme ambition et efficacité, et donnant à voir les fondements d'une société communiste. La réalisation de ce processus de transformation révolutionnaire ne sera certes pas linéaire : elle intégrera nécessairement conflits, avancées et reculs, mixité.

## Le parti, son activité, son organisation, son fonctionnement

L'apport original du PCF est primordial pour l'alternative politique et la construction des alliances nécessaires au rassemblement populaire, chasser la droite de tous les niveaux d'institution et investir tous les lieux de pouvoir. Permettre, avec le mouvement populaire, de modifier progressivement les rapports de forces, nécessite que les communistes affirment en toute circonstance leur démarche, développent leurs initiatives et leurs positions.

Prenant toute notre place dans les institutions et les lieux de décision, nous n'avons pas pour but en soi de prendre le pouvoir, mais de permettre aux citoyen(ne)s de l'exercer. En ce sens, le Parti doit être un espace d'élaboration d'idées et un outil.

Il porte une attention particulière aux jeunes communistes pour les aider à vivre pleinement leur engagement quitte à bousculer ses structures, ses pratiques. Avec une prise en compte des besoins du MJCF, notamment matériels et financiers, pour que leurs activités puissent gagner en visibilité et en efficacité.

La situation des quartiers populaires, exige du Parti Communiste une intervention



concrète auprès de leurs habitants pour répondre en priorité à leurs préoccupations matérielles. C'est la condition nécessaire d'un discours audible et crédible. Son intervention

pour s'attaquer aux difficultés quotidiennes des familles, doit redonner à la politique ses lettres de noblesse auprès de celles et ceux qui ont cessé d'y croire.

La cellule locale ou d'entreprise, quand elle existe, est le lieu privilégié d'un tel militantisme de proximité. Les communistes s'y retrouvent pour analyser, proposer, décider et organiser l'activité. Ecartant toute discrimination adhérent-cotisant, l'exercice de la souveraineté de chaque communiste ne dépend pas du paiement de la cotisation. Plutôt que de limiter l'exercice d'une même fonction exécutive à une durée préalable, par exemple 9 ans, il est nécessaire de développer une politique de cadres à tous les niveaux, par une réflexion permanente sur la composition et le rajeunissement des directions.

## Stratégie

Depuis son retour au pouvoir, par défaut, en 2002, la droite détruit méthodiquement tout ce qui fait la force et la particularité de la France. Elle s'en prend à tout ce qui a été construit pendant des décennies. Elle casse les services publics, les acquis sociaux, démantèle le code du travail, brade les atouts économiques et industriels en les livrant aux marchés financiers. Il y a urgence à mettre cette droite hors d'état de nuire et installer durablement la gauche au pouvoir pour construire et mettre en œuvre une politique



humaine de progrès social. La gauche a donc une grande responsabilité pour relever le défi. Cela suppose de tirer les enseignements des échecs du passé et des alternances qui ont finalement déçu parce qu'elles n'ont pas créé les conditions d'un changement durable.

Le 21 avril 2002, la défaite de la gauche et le score de l'extrême droite, ont montré l'étendue du désarroi de notre peuple victime depuis vingt ans des logiques politiques libérales. Le 29 mai 2005 a montré, quant à lui, qu'un potentiel existait pour poursuivre le débat autour d'un projet en rupture avec le capitalisme.

C'est pour cela que nous voulons continuer à bouger la gauche jusqu'à constituer un mouvement populaire majoritaire, au rôle majeur, qui doit être le fondement d'une conception nouvelle des rapports entre les forces politiques de gauche. Le PCF met à sa disposition, des candidatures à

toutes les élections nationales ou locales. Concernant l'élection présidentielle, nous affirmons notre conviction qu'une candidature communiste sera la plus efficace pour porter cette union, permettant une véritable rupture avec les logiques libérales.

Quant à la question d'une participation éventuelle à un gouvernement, le PCF se déterminera en fonction du contenu d'engagements précis pris au grand jour pour des réformes transformatrices associées aux moyens de leur réalisation, et de garanties concernant le respect de son autonomie politique dans le pays comme dans les institutions. Sur la base d'une information précise, et d'une proposition du Conseil national, les communistes se prononceront par un vote. Ainsi, à toutes les étapes, s'exercera pleinement la souveraineté des communistes sur les décisions de leur Parti.

# Une direction départementale

## renouvelée, rajeunie, et ambitieuse...

### Le nouveau Conseil départemental

La 37<sup>e</sup> conférence départementale a élu la nouvelle direction de la fédération qui fait une large place aux jeunes salariés et étudiants. Parmi les 13 nouveaux membres (plus de 25% de renouvellement), se sont 7 jeunes de 30 ans et moins qui se retrouveront dans les instances de direction.

«Une génération montante prête à prendre ses responsabilités» comme le titrait à juste titre la presse locale dans son contre rendu des travaux de la conférence départementale.

**Karina ANDRE**, 33 ans, comptable – **Jean-Michel ALLAIN**, 61 ans, retraité – **Laetitia ARDIL**, 25 ans, Assistante d'éducation – **Claude AUFORT**, 69 ans, ingénieur à la retraite – **Marie Annick BENATRE**, 48 ans, collaboratrice groupe PCF – **Frédéric BONTEMPS**, 29 ans, électricien Port de Nantes – **Gilles BONTEMPS**, 54 ans, docker Port de Nantes, permanent PCF – **Delphine BOUFENIE**, 34 ans, agent administratif – **Michel BOUTET**, 53 ans, rédacteur – **Yannick CHENEAU**, 58 ans, retraité – **Joël CORPARD**, 55 ans, collaborateur groupe PCF – **Michel DEJEU**, 55 ans, collaborateur groupe PCF – **Hubert DELAHAIE**, 62 ans, professeur des écoles à la retraite – **Marie-Christine DELAHAIE**, 53 ans, professeur des écoles – **Michel GOUTY**, 57 ans, enseignant EPS – **Marcel GUILLE**, retraité – **Marc JUSTY**, 64 ans, fraiseur à la retraite – **Jean-Philippe LEGAL**, 39 ans, agent administratif – **Dominique LUCAS**, 42 ans, jardinier – **Sabine MAHE**, 37 ans,

secrétaire – **Véronique MAHE**, 45 ans, secrétaire médicale – **Pédro MAÏA**, 28 ans, employé PCF – **Jean-Yves MARTIN**, 60 ans, professeur agrégé – **Clothilde Mathieu**, 25 ans, étudiante – **Christophe MAURAS**, 42 ans, professeur université – **Claudine MOREL**, 50 ans, assistante sociale – **Patricia MORINIERE**, 54 ans, conseillère d'orientation – **Jean-Claude MOULLEC**, 64 ans, retraité Trésor public – **Joëlle PATRON**, 69 ans, retraitée – **Amélie PAVAGEAU**, 26 ans, employée Tourisme et Travail – **Anthony PERIGAUD**, 31 ans, mécanicien – **Michèle PICAUD**, 58 ans, infirmière à la retraite – **Didier POTIRON**, 41 ans, chargé de communication – **Séverine PRAT**, aide soignante – **Yvon RENEVOT**, 35 ans, enseignant – **Michel RICA**, 50 ans, personnel laboratoire, permanent PCF – **Pierre RIOU**, 59 ans, retraité SNCF – **Paul ROBERT**, 51 ans, ingénieur recherche – **Jean-Yves ROMAND**, 56 ans, retraité La Poste – **Catherine ROUGE**, 53 ans, professeur – **Christian SAULNIER**, 61 ans, ajusteur à la retraite – **Aymeric SEASSAU**, 29 ans, chargé de mission Mairie de Nantes – **Yann VINCE**, 53 ans, cadre territorial.

### La commission de contrôle financier :

**Julien Chaillou**, 35 ans, agent d'accueil aux ASSEDIC – **Raymond Lannuzel**, 58 ans, cadre de banque – **Roseline Percevault**, 51 ans, Employé de collectivité.

### Michel RICA réélu secrétaire départemental



Michel RICA, 49 ans vient d'être réélu à l'issue de la 37<sup>e</sup> Conférence départementale à la tête de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français.

Michel avait accepté de succéder à Jean-René TEILLANT suite à la brutale et tragique disparition de ce dernier en 2003.

D'origine modeste, fils d'un ouvrier d'une grande entreprise de la métallurgie nantaise, Michel avait de prendre des responsabilités politiques au sein de la section de Nantes dont il fut le secrétaire de 1986 à 2000, était agent technique de laboratoire dans l'éducation Nationale.

Adhérent au Parti depuis 1974, il fut également membre et animateur des jeunesses communistes sur notre département.

Elu municipal à Nantes depuis 1995, membre du Conseil communautaire, Michel est également membre sortant du Conseil national.

Chacun, au terme de la Conférence départementale, a tenu à souhaiter à Michel plein succès dans ses responsabilités. Nous sommes tous convaincus qu'il saura comme il l'a déjà fait dans le passé, les remplir avec courage, conviction et efficacité.

### 11 militantes et militants de Loire-Atlantique représenteront la Fédération au 33<sup>e</sup> Congrès national.

Les délégués à la Conférence départementale ont désigné les 11 camarades qui participeront au 33<sup>e</sup> Congrès national qui se déroulera du 23 au 26 mars au Bourget. Il s'agit de Laetitia ARDIL, Gilles BONTEMPS, Pédro MAÏA ; Clotilde MATHIEU, Amélie PAVAGEAU, Michel PICAUD, Michel RICA, Paul ROBERT, Christian SAULNIER, Aymeric SEASSAU, Yann VINCE.



### Proposition de candidatures au Conseil national

À l'unanimité, les délégués à la Conférence départementale se sont prononcés en faveur des candidatures des 3 membres sortants de la direction nationale. Il s'agit de Gilles BONTEMPS, Michèle PICAUD et Michel RICA.

Cette décision a été prise après un débat au cours duquel les délégués ont tenu à renouveler leur confiance envers les 3 camarades pour leur travail tant au niveau national que pour les retombées sur l'activité de la Fédération. Ces 3 candidatures s'appuient sur leurs responsabilités différentes et complémentaires au niveau du département et sur l'apport que chacun peut apporter, avec sa personnalité, à la direction nationale du Parti Communiste.

### QUAND LES JEUNES DÉCIDENT D'INVESTIR LA POLITIQUE



Amélie PAVAGEAU  
26 ans, employée

Pédro MAÏA  
28 ans, employé



Clotilde MATHIEU  
25 ans, étudiante

Anthony PÉRIGAUD  
31 ans, ajusteur



Laetitia ARDIL  
25 ans, assistante  
d'éducation

Frédéric BONTEMPS  
29 ans, électricien



Aymeric SEASSAU  
29 ans, chargé de  
mission mairie de  
Nantes

Julien CHAILLOU  
35 ans, agent  
d'accueil



## PRENONS NOTE...

### Irak

Deux grands témoins de la guerre en Irak participeront à une conférence-débat organisée par la coordination nazairienne contre la guerre en Irak, le 29 mars à 20h, Maison des Sports à Saint-Nazaire.

### Déremboursements

152 médicaments ont rejoint la liste déjà longue des mesures d'économie au détriment de l'accès aux soins pour tous, principalement celles et ceux qui ont des revenus modestes. Un pas de plus vers le démantèlement de la Sécurité sociale.

### Urgences médicales

De minuit à 8 heures du matin, il est de plus en plus difficile de pouvoir consulter en médecin en secteur rural. Seul salut : le 15 ! Même les centres d'accueil des premiers secours (CAPS) ont échoué en ce domaine.

### Dockers mobilisés

L'amiante est un problème majeur de leur secteur. Ils ont manifesté devant la CRAM pour protester contre le nouveau mode de calcul déterminant le temps d'exposition à l'amiante. Les ouvriers dockers voient en effet leur échéance de départ anticipée, retardée.

### EDF soigne ses actionnaires

L'année 2005 a été historique : bénéfice record de 3,4 milliards d'euros et versement de 1,441 milliard d'euros de dividendes. Objectifs sur la période 2005-2008 : maintenir le cap, mais sur le dos de qui ?

### «Egalité des Chances» : attention, danger

Le projet de loi en cours de discussion parlementaire comporte la mesure «phare» de DE VILLEPIN, la généralisation de la précarité par le CPE. Mais, vous y trouverez aussi pêle-mêle : faire sortir du système scolaire dès 14 ans les jeunes qui ont le plus besoin de soutien éducatif, priver de certaines prestations sociales les familles les plus en difficultés avec leurs enfants, d'instituer un «service civil» non pour tous les jeunes mais spécifiquement pour ceux qui sont censés poser problème.....

### Autre projet, autre danger

Le gouvernement prépare un plan de prévention de la délinquance qui prône notamment une détection précoce des «troubles comportementaux» chez l'enfant, censés annoncer un parcours vers la délinquance. Un rapport insiste sur le dépistage à 36 mois des signes suivants : indocilité, hétéroagressivité, faible contrôle émotionnel, impulsivité, indice de moralité bas, etc. Faudra-t-il aller dénicher à la crèche les voleurs de cubes ou les babilleurs mythomanes ?

### IVG

Légalisé en 1973 aux Etats-Unis, l'avortement est criminalisé dans le Dakota du Sud, même en cas de viol et d'inceste.

### Droits d'auteur

Faudrait-il choisir entre une société de péage et/ou flicage ? N'y a-t-il pas autre chose à inventer qui satisfasse les créateurs et les internautes ? Les pistes pourraient être à chercher du côté d'une mise à contribution des profits privés ?

## Grippe aviaire et capitalisme



Si en matière sanitaire, jamais il ne sera possible de se prémunir à 100% de tout risque, comment ne pas s'empêcher de penser à cette mondialisation forcée où le capitalisme des grands trusts planétaires décide de comment, où, combien d'alimentation à bas prix sera produit à

marque forcée dans telle partie du monde pour telle autre partie du monde.

Depuis de nombreuses années, les forums sociaux et les rencontres multiples des forces progressistes mondiales contribuent à faire émerger l'idée que nous sommes tous des citoyens locataires de la planète Terre.

Il est totalement illusoire de penser que seuls quelques pays «dits riches» pourraient vivre et se développer indifférents à un océan de pauvreté, à une marginalisation croissante de peuples entiers, aux manques de connaissances (1 européen sur 6 est illettré), aux manques de compétences agricoles et à la survie de conditions de vie moyenâgeuses (cette famille d'Anatolie vivant avec ses volailles dans la même pièce).

Il faut la priorité à la "souveraineté alimentaire" qui donne, à chaque pays ou groupe de pays, le droit de définir ses politiques agricoles en proximité des besoins, en repoussant la qualité et les modalités de prix d'achat des productions pour ne pas tirer vers le bas la qualité des produits.

En France, la Confédération Paysanne, le Parti Communiste et son journal LA TERRE, militent pour une agriculture à taille humaine, pour que les aides de la PAC soient attribuées aux petites et moyennes exploitations, quand on sait qu'aujourd'hui 80% des crédits PAC vont à 20% des plus gros agriculteurs français (céréaliéristes).

Le H5-N1 est un révélateur de la déliquescence de notre monde miné par la logique du profit à court terme. Tout comme l'ESB de la vache folle ou du Chikungunya à la Réunion.

## OGM : non merci !

Sous la pression de Bruxelles, le gouvernement est en passe d'autoriser la culture d'Organismes

Génétiquement Modifiés en pleins champs. Cela, alors que 78% des Françaises et Français réclament une interdiction temporaire des OGMs, afin d'évaluer leurs impacts sanitaires et environnementaux. Loin de favoriser la transparence quant à l'utilisation de plantes modifiées génétiquement, il est à souligner que les producteurs d'OGM bénéficieront d'une certaine confidentialité.

**Un argument majeur des tenants des OGMs serait de répondre à la faim dans le monde. Cependant, les causes fondamentales de la faim et de la malnutrition résultent en réalité des choix politiques et économiques. Toutes les études sérieuses indiquent que la faim à l'échelle mondiale, est**

**la conséquence de l'accaparement de l'argent par quelques uns, du manque de terre pour les paysans afin de la cultiver, du marché mondialisé stigmatisant la concurrence des productions agricoles. En Afrique, les recherches autour des OGMs se concentrent sur les cultures à l'exportation, comme par exemple les fleurs coupées, et non sur les plantes vivrières que cultivent les paysans et qui jouent un rôle vital dans l'alimentation tout en étant adaptées à l'environnement.**

Le Parti communiste pour sa part, se prononce pour un moratoire concernant la culture des OGMs en pleins champs et leur utilisation dans l'alimentation. Il propose que les recherches en milieu confiné se poursuivent afin de répondre à des enjeux pharmaceutiques ou énergétiques.



## Pour le droit à l'énergie

«Promis, l'Etat ne descendra jamais en dessous de 70% dans le capital de Gaz de France !» C'était en substance le discours du gouvernement lors de l'ouverture du capital de l'entreprise nationale, l'année dernière.

En février, la fusion annoncée entre GDF et Suez aboutit mécaniquement à l'absorption de l'entreprise nationale. L'Etat deviendra minoritaire dans le capital de l'entité issue de cette fusion. Dès lors, il ne présidera plus aux choix stratégiques à la gestion de l'entreprise qui sera guidée par les exigences de rentabili-

té des actionnaires privés. Le service public ne sera plus préservé. En privatisant GDF, le gouvernement perd toute maîtrise de la filière gazière. En fusionnant GDF avec Suez, propriétaire de l'électricien belge Electrabel, le gouvernement fait le choix

d'une mise en concurrence directe avec EDF.

Cette fusion, contrairement à ce qu'affirme le pouvoir, est lourde de menaces pour le service public et l'emploi. Elle constitue un choix idéologique qui va à l'encontre des impératifs de sécurité d'approvision-



## Démantèlement en saccades ?

Rapprochement des entreprises Thales et DCN : sert-il à démarrer la privatisation de la DCN ?

Le nouveau groupe privé Suez-GDF devient-il un concurrent majeur d'EDF ? Vente des Chantiers de l'Atlantique à l'un de ces principaux concurrents, AKER !

nement en gaz ou en électricité et d'environnement. C'est ce que dénonce le personnel du terminal méthanier à Montoir qui fixe un prochain rendez-vous le 23 mars.

## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Dans la préparation du Congrès, les Conférences de section ont élu leur direction. Des premiers comités exécutifs de section se réunissent afin de finaliser les tâches et responsabilités au sein de leur exécutif et d'élaborer leur plan de travail de déploiement de l'activité des communistes.

**REZE SUD LOIRE** : comité exécutif local le jeudi 6 avril à 19h, au siège de la section 30 bis rue des Chevaliers à Rezé.

**BASSE-LOIRE** : comité exécutif local dans la semaine 14, date à déterminer.

**NANTES** : comité exécutif local le mercredi 22 mars à 18h30 à la Fédération du PCF, 41 rue des Olivettes à Nantes.

**PRESQU'ILE GUERAN-DAISE** : assemblée générale de section le mardi 28 mars à 18h30, salle de l'ancienne Mairie à Pornichet.

**BRIERE** : comité exécutif local le jeudi 30 mars à Saint-Joachim.

**ST-NAZAIRE** : comité exécutif local le mercredi 22 mars à 18h au siège de la section, 18 rue des Halles à Saint-Nazaire.

**PAYS DE RETZ** : comité exécutif local dans la semaine 12 ou 13, date à déterminer

### ET AUSSI...

**HUMA-CAFE** : vendredi 31 mars à 18h, salon de Musique du Lieu Unique à Nantes «Hommage à l'Espagne républicaine».

## ■ CONTRE LES EXPULSIONS

A la veille de la date fatidique permettant la reprise des expulsions, les délégués à la Conférence fédérale ont décidé de s'adresser à l'ensemble des Maires du département pour leur demander de prendre des dispositions pour empêcher cette pratique inacceptable et inhumaine. Nous publions le texte adopté par l'ensemble des délégués.

«**Les communistes de Loire-Atlantique réuni(e)s en Conférence fédérale les 10 & 11 mars 2006, vous demandent de prendre toutes dispositions, pour prendre un arrêté, afin de vous opposer à cette pratique d'un autre âge qui consiste à expulser des familles «monoparentales ou non» dont la situation économique ne leur permet plus de payer leur loyer, en mettant notamment les enfants en situations très difficiles.**

Ces familles sont d'abord les victimes de la politique gouvernementale de la droite qui réduit le pouvoir d'achat, développe la précarité et le chômage et qui fait flamber le prix des loyers.

L'expulsion des familles est inhumaine. Elle ne fait que les précipiter à plus de précarité, plus de pauvreté. Elle est indigne d'une société moderne, d'un pays où les placements financiers n'ont jamais été aussi rentables.

Nous allons également demander au Préfet de Loire-Atlantique d'organiser une réunion avec les bailleurs pour trouver des solutions humaines et durables pour chaque famille et nous lui ferons des propositions concrètes.

Dans quelques jours ces pratiques honteuses peuvent reprendre, c'est pourquoi nous insistons pour que vous agissiez dans les plus brefs délais».



## ■ HOMMAGE À L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

Le 63<sup>e</sup> anniversaire du «procès des 42» a été tout particulièrement marqué par l'hommage officiel aux fusillés espagnols de 1943 et par les émouvantes cérémonies qui ont entouré l'inauguration d'une stèle dans le cimetière de la Chapelle Basse Mer qui doit devenir le carré des fusillés espagnols de la résistance dans notre région.

Le vendredi 31 mars à 18 heures, au salon de musique du lieu unique à Nantes, se tiendra une nouvelle séance du Café Huma sur le thème de la résistance en France et de la place des combattants espagnols et sur l'organisation clandestine des républicains espagnols pendant cette période.

Participeront à ces débats, Carlos FERNANDEZ et Fabien GARRIDO, auteurs de plusieurs ouvrages sur ces questions.

## ■ DÉVELOPPONS ENSEMBLE LA DIFFUSION DES «NOUVELLES»

Vous avez un ami, un camarade de travail, un voisin ou quelqu'un de votre famille qui souhaiterait recevoir chaque quinzaine, les «Nouvelles». Donnez nous ses coordonnées, nous nous ferons un plaisir de lui faire parvenir.

### « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## Vite lu...

### ■ SOUSCRIPTION DES «NOUVELLES»

#### 4<sup>e</sup> liste des souscripteurs

Nous publions une nouvelle liste de souscripteurs pour notre journal. Nous tenons à remercier chacun et chacune pour sa contribution financière à la vie et au développement des «Nouvelles». Cet apport matériel de nos lecteurs est indispensable pour penser sereinement à la suite que nous voulons donner au journal comme cela s'est débattu lors de la conférence départementale aux Sornières, c'est-à-dire un journal encore plus près de la vie politique économique et sociale, un journal qui rayonne dans l'ensemble du département dans une période politique intense où il est important de sortir de la «version officielle» des événements.

Raimbaud C, Châteaubriant, 25 € ; Beurier Jean, Saint-Nazaire, 20 € ; Landais Jean-Pierre, Nantes, 40 € ; Dajoux Jean-Louis, St Michel Chef Chef, 30 € ; Basse Joseph, Nantes, 30 € ; Duguay Henri, Nantes, 50 € ; Giron Jacques, Savenay, 30 € ; Couprie Anne, Saint-Fiacre, 25 € ; Tascher Jean, Le Loroux Bottereau, 200 € ; Fromont Jean-Pierre, Saint-Herblain, 50 € ; Le Naour Stéphane, Rezé, 15 € ; Gerbier Michel, Rezé, 20 € ; Letrange Bernard, Haute Goulaine, 20 € ; Laurent Nadine, Le Landreau, 10 €.

Les chèques sont à libeller à ADF-PCF 44 et à transmettre à la Fédération, 41 rue des Olivettes, 44000 Nantes en inscrivant au dos du chèque «souscription Nouvelles».

Votre don vous donnera droit à une réduction sur vos impôts sur le revenu dans la limite de 60 % de la somme versée.

## Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »  
e-mail : nla@wanadoo.fr

### Tribune libre

Depuis maintenant la fin du mois de novembre, nous avons suspendu la

pagination de la dernière page des «Nouvelles» pour ouvrir nos colonnes aux contributions personnelles de nos lecteurs sur la

préparation du 33<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste. C'était la première fois que nous mettions en place une tribune libre, nous avons obtenu un résultat positif qui a permis à une trentaine de lecteurs d'intervenir directement dans le débat. Nous reprenons maintenant notre rubrique «Il fallait se le dire» afin de permettre un échange entre les lecteurs et la rédaction.

### Souscription

Comme nous le publions depuis 4

numéros maintenant, la souscription financière que nous avons lancée permet de nombreux souscripteurs de nous adresser avec leur chèque un petit mot souvent amical et sympathique. Parmi tous ceux-ci nous retiendrons celui de Joseph de Nantes nous dit simplement «**Félicitations à toute l'équipe pour le niveau atteint par les Nouvelles**». Pierre de Nantes nous adresse son chèque s'excusant «**pour sa modeste contribution, fonction de ses petites ressources**». Il n'y a surtout pas à

s'excuser au contraire Pierre, votre contribution, aussi modeste soit elle est une pierre dans l'édifice et nous vous en remercions au même titre que tous les souscripteurs.

### Abonnement ?

Jean de Saint-Nazaire nous demande pourquoi une souscription plutôt qu'un abonnement au journal ? La réponse est simple, nous pensons que la souscription permet à tous ceux qui le souhaitent de participer au financement du journal à la hauteur qui est celle qu'ils ont

choisie. L'abonnement lui serait plus figé. Nous pensons d'ailleurs que le résultat que nous publions chaque quinzaine, montre que nous avons fait le bon choix. D'autre part, nous savons que des lecteurs pour diverses raisons ne participeront pas au financement du journal mais cela ne devra pas nous empêcher de leur envoyer. Vous voulez réagir à nos articles, donner un avis, n'hésitez pas à la faire, nous nous ferons un plaisir de publier dans ces colonnes.